

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1922.

PROPOSITION DE LOI

instituant une caisse nationale de prévoyance de la pêche maritime.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

I.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de présenter à l'approbation de la Chambre a pour objet d'assurer aux marins pêcheurs, à l'instar de ce qui a été fait en faveur des ouvriers mineurs, le bénéfice d'une législation sociale complète.

Les caractéristiques de cette proposition de loi sont les suivantes :

1° Elle vise *tous* les marins pêcheurs, tant les employeurs que les employés, tant les associés que les salariés, tant les patrons commandant un équipage que les travailleurs isolés ;

2° Elle touche au problème des assurances sociales d'une façon globale, sans se limiter aux seules lois sociales existantes : celles relatives aux accidents du travail et aux pensions. Elle prévoit, en effet, les cas d'invalidité prématurée, de maladies contractées durant le service ou en dehors de celui-ci, le chômage, etc. ;

3° Elle apporte la solution d'après une formule : l'institution d'une caisse de prévoyance, à laquelle les pêcheurs se sont accoutumés. En effet, depuis nombre d'années, il existe au littoral des caisses locales.

La proposition de loi en complète les dispositions ; elle en élargit les faveurs et en corrige les insuffisances et les imperfections. De plus, la caisse unique met fin aux différences de régime d'après que le marin navigue sur une chaloupe d'Ostende ou de La Panne ;

4° Le fonds de garantie sera obtenu sans aucune intervention de l'État, par voie de prélèvement sur les produits bruts des pêches : mesure fiscale existant déjà dans les minques ;

5° Les contributions des intéressés se feront d'après une méthode identique à celle en vigueur dans la marine marchande.

II.

Il importe de légiférer sans retard dans le sens que nous indiquons.

Le marin pêcheur réclame la réalisation de son statut social.

La justice et l'intérêt national ordonnent de le lui accorder avec promptitude.

Le Parlement l'a ignoré par trop longtemps; des prétextes d'ordre juridique et combien erronés l'ont écarté des bienfaits de la législation sociale décrétée au profit de l'ouvrier terrestre.

Certains organismes créés en vue d'améliorer le sort du pêcheur, ne se sont guère inquiétés de leur mission.

Le travailleur de la mer méritait certes mieux.

Menant une vie des plus dures et des plus monotones, exerçant un métier périlleux qui use son homme avant l'âge, exposé aux caprices des lames comme aux violences des vents, privé des douceurs du foyer, il avait droit et il a droit à toutes les sollicitudes.

La pêche maritime d'autre part est d'intérêt national, il s'agit de la maintenir, de l'agrandir et de la développer.

C'est l'industrie qui exploite les richesses des mers; elle constitue le gagne-pain pour nos populations côtières; elle nourrit la nation; elle est une cliente considérable de nombre d'entreprises connexes du pays.

Mais il n'est guère possible de garder à la mer des hommes que tant d'avantages appellent soit dans l'administration de la marine comme matelots des paquebots ou comme pilotes, soit à bord des navires de commerce, soit dans les industries de terre. Ni la puissance de l'atavisme, ni l'instinct du métier, ni l'armour du large ne pourront les retenir.

Déjà les rangs des pêcheurs s'éclaircissent; les meilleurs d'entre eux — les patrons propriétaires de leurs barques — préparent à leurs fils une carrière moins ingrate. Si le mal n'est pas arrêté, toute l'élite de la capacité technique disparaîtra.

Le remède est facile à trouver, il s'agit d'assurer aux pêcheurs des pensions de vieillesse et d'invalidité prématurée importantes, des indemnités en cas d'accidents et en cas de maladies, des secours temporaires... il s'agit de leur garantir la sécurité et le bien-être dans des conditions supérieures à celles donc jouissent les ouvriers de terre. Sans cela rien ne doit les astreindre à porter leur choix sur une carrière plus difficile et plus ingrate.

A cette fin il importe d'assurer leur législation sociale d'une façon généreuse, complète et globale, il importe de les mettre sur le même pied que les ouvriers mineurs.

III.

La solution, préconisée par nous va à l'encontre du système qui tendrait, en assimilant le marin pêcheur au simple ouvrier, à lui appliquer séparément les lois sociales existantes et celles à créer.

Nous reconnaissons qu'aucune raison juridique ne s'opposerait à pareille méthode. Nous avons toujours combattu la thèse tendant à envisager les pêcheurs ou la plupart d'entre eux comme des associés.

Au contraire, nous avons toujours soutenu leur qualité d'ouvriers.

Mais nous nous permettons de répéter que des motifs d'ordre économique et technique réclament une solution complète sans tarder et qu'il n'est pas permis d'attendre le dépôt des nouvelles lois d'assurances sociales qui viseront la généralité des ouvriers.

En ce qui concerne les lois existantes : accidents de travail et pensions, elles sont ou bien inapplicables ou bien insuffisantes ou bien les deux à la fois.

Les lois futures contiendront également des dispositions qui ne sauraient satisfaire aux exigences de la vie des travailleurs de la mer.

Des conditions de travail spéciales appellent des lois spéciales.

Nous disions que les lois existantes sont inapplicables ou insuffisantes :

a) La loi sur les pensions ne s'applique qu'à partir de 65 ans. Or, il est démontré qu'à 55 ans le marin pêcheur est usé et incapable de travailler.

C'est en tenant compte de cette circonstance que nous avons proposé un amendement à la loi sur les pensions tendant à allouer aux pêcheurs la pension dès l'âge de 55 ans. Cet amendement fut rejeté parce que l'on ne put admettre aucune exception. Il convient donc de légiférer spécialement.

D'autre part, les pensions prévues par la loi générale ne sont pas suffisamment élevées pour des marins que précisément nous songeons à avantager, afin de les maintenir dans leur profession.

b) La loi sur les accidents de travail de 1903 est insuffisante en ce qui concerne le pêcheur à raison de sa base de calcul de salaires maxima de 2,400 francs, portée à 4,000 et 7,300 francs par des lois subséquentes.

En effet, les salaires des capitaines de navires de pêche, voire même de mécaniciens et de seconds, s'élèvent à des chiffres bien supérieurs. Il importe de ne pas écarter ces éléments de haute capacité technique dont dépend la prospérité de l'entreprise maritime.

Mais, ce qui plus est, cette loi serait inapplicable, à raison de plusieurs dispositions. Qu'il suffise de souligner à cet égard l'article 1^{er} dont les termes ne comprendraient pas les accidents survenus par tempête; l'article 24 relatif à la déclaration d'accidents et à la juridiction, l'article 30 visant la prescription et le point de départ de celle-ci, tous deux inconciliables avec les conditions dans lesquelles les accidents maritimes se présentent.

Ensuite cette loi ne s'appliquerait jamais aux entreprises de moins de trois hommes ni aux patrons pêcheurs, alors qu'ils constituent à nos yeux les cas les plus intéressants.

Enfin, les primes à payer à l'assurance seraient prohibitives et chargeraient lourdement les petits armements. La pêche maritime ne saurait donc que faire de la législation existante.

Il est vrai que des tentatives louables ont vu le jour (projet De Groote, projet de la Commission parlementaire, avant-projet de la Commission provinciale de la Pêche, projet du ministre Segers), afin d'établir une législation spéciale aux

pêcheurs, relativement aux accidents du travail; aucun de ces projets ne parvint à être soumis aux délibérations de la Chambre.

Sans vouloir répéter les critiques multiples qui furent dirigées contre ces divers projets, il nous suffira de dire que la législation touchant aux accidents professionnels du pêcheur est celle qui est la moins impérieusement réclamée. Premier motif : les accidents professionnels sont heureusement peu nombreux; deuxième motif : dans la plupart des cas, il y a lieu à intervention financière, bien qu'elle soit souvent trop modeste.

Les lois plus impérieusement réclamées sont celles visant les pensions, l'invalidité prématurée, les maladies, etc.

Il nous a paru qu'en nous inspirant des exigences du moment, des conditions spéciales de la matière et de la situation de l'industrie de la pêche en Belgique, il allait renoncer à toutes autres solutions.

Le système que nous soumettons à la Chambre nous paraît être facilement réalisable et aussi complet que possible.

A l'aide de ces dispositions, à l'aide de la Caisse de prévoyance préconisée, il y aura pour ce grand et noble travailleur qu'est le marin pêcheur et également pour sa famille plus de tranquillité morale et partant un peu plus de bonheur.

H. BAELS.



PROPOSITION DE LOI

instituant une Caisse nationale
de prévoyance de la pêche maritime.

ARTICLE PREMIER.

Il sera institué par arrêté royal
« une caisse nationale de prévoyance
des marins; Belges naviguant à la
pêche maritime ».

La Caisse aura son siège à Ostende.

ART. 2.

L'institution aura pour objet :

1° La réparation des accidents professionnels, y compris les accidents causés par fortunes de mer qui surviennent dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de pêche. Cette réparation se fera aux conditions et aux taux fixés par les lois sur les accidents du travail en vigueur et sur la base du revenu professionnel d'un maximum de 10,000 francs; tout revenu supérieur sera réduit à ce chiffre pour le calcul des indemnités;

2° Le paiement de pensions de vieillesse sur les bases fixées par les lois sur la matière, aux marins qui auront atteint l'âge de cinquante-cinq ans;

3° Le paiement de pensions d'invalidité prématurée survenue par suite d'infirmités contractées dans le service de la pêche maritime;

WETSVOORSTEL

tot oprichting eener Nationale Voor-
zorgskas voor de Zeevisserij.

EERSTE ARTIKEL.

Bij Koninklijk besluit wordt « eene
Nationale Voorzorgskas opgericht
voor de Belgische Zeelieden, die op
de zeevisserij varen ».

De Kas is gevestigd te Oostende.

ART. 2.

De instelling heeft ten doel :

1° Het herstellen van de bedrijfs-ongevallen met inbegrip van de ongevallen veroorzaakt door zeeschade voorkomende in den loop en ten gevolge van de uitvoering der visscherijovereenkomst. Dit herstel geschiedt op de wijzen en naar de bedragen bepaald door de van kracht zijnde ongevallenwetten, alsmede op den grondslag van een bedrijfsinkomen van ten hoogste 10,000 frank; elk hooger inkomen wordt, tot het berekenen der vergoedingen, op dit cijfer verminderd;

2° Het betalen van ouderdomspensioenen naar de grondslagen bepaald door de desbetreffende wetten, aan de zeelieden die den leeftijd van vijf en vijftig jaar bereiken;

3° Het betalen van pensioenen wegens vroegtijdige invaliditeit veroorzaakt door lichaamsgebreken bekomen in den dienst der zeevisserij;

4° Le paiement de pensions aux veuves et aux enfants mineurs de marins pêcheurs décédés en dehors du service ou de marins pensionnés ;

5° L'allocation d'indemnités en cas de maladies ou blessures contractées dans le service de la pêche maritime ;

6° L'allocation de secours facultatifs dans les cas où les conditions nécessaires pour l'obtention des pensions précitées ne se seraient pas réalisées ;

7° L'allocation d'indemnités de chômage, en cas de perte du bâtiment de pêche ou d'avaries nécessitant une immobilisation de plus de huit jours.

Ces pensions et indemnités seront établies sur les bases fixées par un règlement d'ordre intérieur à élaborer par la Caisse.

ART. 3.

Le statuts et règlements de la Caisse seront établis par arrêté royal sur l'avis de la commission de pêche de la Flandre occidentale, de la commission des accidents de travail et de la commission permanente des sociétés de secours mutuels.

Ils détermineront conformément aux dispositions de la présente loi l'organisation administrative et financière de la Caisse, le taux des cotisations ainsi que les conditions d'attribution et le montant des indemnités et secours.

ART. 4.

La Caisse Nationale de prévoyance

4° Het betalen van pensioenen aan de weduwen en minderjarige kinderen van zeelieden-visschers, buiten den dienst overleden, of van gepensionneerde zeelieden ;

5° Het uitkeeren van vergoedingen in geval van ziekten of verwondingen opgedaan in den dienst der zeevisscherij ;

6° Het verleen van niet verplichten onderstand telkens als niet zou voldaan zijn aan de gestelde vereischten tot het bekomen van bovengemelde pensioenen ;

7° Het uitkeeren van vergoedingen wegens werkloosheid, in geval het visschervaartuij is vergaan of averijen aanleiding geven tot opliggen gedurende meer dan acht dagen.

Gemelde pensioenen en vergoedingen worden vastgesteld naar de grondslagen bepaald door een reglement van orde door de Kas op te maken.

ART. 3.

De statuten en reglementen der Kas worden bij Koninklijk besluit vastgesteld op advies van de visscherycommissie van West-Vlaanderen, van de commissie der arbeidsongevallen en van de bestendige commissie der maatschappijen van onderlingen bijstand.

Zij regelen, overeenkomstig de bepalingen dezer wet, de bestuurlijke en geldelijke inrichting der Kas, het beloop der bijdragen alsmede de voorwaarden tot toekenning en het bedrag der vergoedingen en onderstandsgelden.

ART. 4.

De Nationale Voorzorgskas voor

de la pêche maritime jouira de la personification civile.

Elle bénéficiera des avantages accordés par la loi du 28 mars 1868 et du 5 juin 1911 aux caisses de prévoyance des ouvriers mineurs. Elle sera assimilée en outre aux sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement en ce qui concerne les primes d'encouragement et les subventions annuelles prévues par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

ART. 5.

Sont obligatoirement affiliés à la Caisse :

Tous marins, capitaines, patrons, patrons-armateurs, mécaniciens, mous-ses, chauffeurs, apprentis inscrits aux rôles d'équipages de navires ou bateaux de pêche.

L'affiliation est facultative pour les marins qui ne pratiquent la pêche que dans les eaux territoriales ; un arrêté royal pourra la rendre obligatoire.

L'inscription des affiliés se fera par les soins des commissaires maritimes d'office ou sur déclaration des intéressés.

ART. 6.

La Caisse sera alimentée à l'aide des ressources suivantes :

1^o D'un prélèvement de un pour cent sur la vente du poisson dans les minques, halles et marchés du royaume.

L'armateur devra verser le même droit sur toutes les ventes faites ailleurs que dans les minques, halles

de Zeevisserij geniet rechtspersoonlijkheid.

Zij heeft aanspraak op de voordeelen, door de wetten van 28 Maart 1868 en 5 Juni 1911 verleend aan de voorzorgskassen voor de mijnwerkers. Zij wordt bovendien met de door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bijstand gelijkgesteld, wat betreft de aanmoedigingspremiën en de jaarlijksche toelagen voorzien bij de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

ART. 5.

Zijn verplicht zich bij de Kas aan te sluiten :

Alle zeelieden, kapiteinen, stuurlieden, stuurlieden-reeders, machinisten, matrozen, stokers, scheepsjongens die op de monsterrollen van visschersschepen of visschersbooten zijn ingeschreven.

De aansluiting is niet verplichtend voor de zeelieden, die alleen in de territoriale wateren visschen ; zij kan bij Koninklijk besluit verplichtend gesteld worden.

De aangeslotenen worden van ambtswege of op verklaring der belanghebbenden ingeschreven door de waterschouten.

ART. 6.

De Kas wordt in stand gehouden door de volgende bijdragen :

1^o Eene korting van een ten honderd op den vischverkoop in de mijnen, hallen en markten van het Rijk.

Door den reeder moet gestort worden een gelijk recht op al de verkooping, die elders dan in de

ou marchés et sur celles effectuées à l'étranger.

Ce droit remplacera celui qui est actuellement prélevé dans les localités du littoral au profit des caisses locales de prévoyance existantes,

Les sommes ainsi perçues formeront un fonds de garantie. Dès que ce dernier aura atteint deux millions de francs, le droit pourra être réduit ou aboli par arrêté royal, sur la proposition de la Commission administrative de la Caisse.

L'État fera les avances nécessaires pendant les cinq premières années ; ces avances seront ensuite remboursées en dix annuités au maximum ;

2° Des cotisations à payer par les armateurs et les affiliés ;

3° Des subsides des pouvoirs publics ;

4° Des dons et legs ;

5° Des amendes disciplinaires ainsi que de celles à stipuler par les statuts ;

L'armateur sera responsable des cotisations dues par les affiliés, mais il aura le droit d'en prélever le montant sur leurs gages, salaires, parts et appointements.

ART. 7.

La Caisse sera administrée par une commission composée de six membres dont un armateur et trois marins pêcheurs, et d'un président.

Les administrateurs seront nommés par le Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes et Télégraphes sur une liste triple de candidats présentés par la commission de

mijnen, hallen en markten zijn gedaan en op die gedaan in het buitenland.

Dit recht vervangt het recht, dat thans in de gemeenten der kust wordt geheven ten bate van de bestaande plaatselijke voorzorgskassen.

Die aldus geïnde sommen maken een waarborgfonds uit. Zoodra dit fonds 2 miljoen frank bereikt, kan het recht bij Koninklijk besluit verminderd of opgeheven worden op voorstel van de Beheercommissie der Kas.

De Staat doet de noodige voorschotten gedurende de eerste vijf jaren ; die voorschotten worden daarna terugbetaald in ten hoogste tien annuïteiten ;

2° De bijdragen te betalen door de reeders en de aangeslotenen ;

3° De toelagen van de openbare machten ;

4° De giften en legaten ;

5° De tuchtboeten, alsmede die te bepalen door de statuten.

De reeder is aansprakelijk voor de bijdragen verschuldigd door de aangeslotenen ; hij is echter gerechtigd om het bedrag daarvan af te houden van hunne bezoldiging, hun loon, hunne aandeelen en wedden.

ART. 7.

De Kas wordt beheerd door eene Commissie bestaande uit zes leden, waaronder een reeder en drie zee-lieden-visschers, en een voorzitter.

De beheerders worden door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen benoemd, voor eene tijdruimte van drie jaar, uit drie lijsten van kandidaten,

pêche maritime de la Flandre occidentale, la commission des accidents du travail et la commission permanente des sociétés de secours mutuel, pour une période de trois années. Leur mandat pourra être renouvelé.

ART. 8.

Les armateurs des bâtimens de pêche dont le personnel est affilié à la caisse et qui ont payé leurs cotisations sont déchargés de toutes obligations du chef d'événemens pour lesquels la présente loi prévoit une réparation ou des indemnités.

ART. 9.

Les caisses locales de prévoyance des marins pêcheurs seront liquidées. La Caisse prévue par la présente loi en reprendra l'avoir et les charges. Les intéressés ne pourront en aucun cas cumuler les avantages accordés par les diverses institutions.

ART. 10.

Un arrêté royal réglera la composition et la procédure d'une commission arbitrale à instituer au sein de la Caisse de prévoyance, visée à l'article 1.

voorgedragen door de Commissie voor de zeevisscherij van West-Vlaanderen, de Commissie der arbeidsongevallen en de Bestendige Commissie der maatschappijen van onderlingen bijstand. Hun mandaat kan vernieuwd worden.

ART. 8.

De reeders van visschersvaartuigen, waarvan de manschappen bij de Kas zijn aangesloten en die hunne bijdragen hebben betaald, zijn ontslast van elke verplichting wegens gebreken, waarvoor herstel of vergoedingen door deze wet zijn voorzien.

ART. 9.

Er zal overgegaan worden tot de vereffening der bestaande plaatselijke voorzorgskassen voor zeelieden-visschers. Het vermogen en de lasten daarvan zullen aan de bij deze wet voorziene Kas overgedragen worden. In geen geval kunnen de belanghebbers de voordeelen van die onderscheidene instellingen tegelijkertijd genieten.

ART. 10.

De samenstelling en de wijze van werking eener Scheidsrechterlijke Commissie, in te stellen bij de Voorzorgskas bedoeld in artikel 1, worden bij Koninklijk besluit geregeld.

H. BARLS,
AMÉDÉE VISART,
FRANS VAN CAUWELAERT,
P. POULET,
XAVIER DE BUE.
SIEFFÉ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1922.

WETSVOORSTEL

tot oprichting eener Nationale Voorzorgskas voor de Zeevisserij.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan de goedkeuring der Kamer te onderwerpen, heeft ten doel, ten voordeele van de zeevisschers eene volledige sociale wetgeving in te voeren naar het voorbeeld van wat voor de mijnwerkers werd gedaan.

De kenmerken van dit wetsvoorstel zijn de volgende :

1^o Het betreft *al* de zeevisschers, zoowel de werkgevers als de werknemers, zoowel de deelgenoten als de bezoldigden, zoowel de stuurlieden die aan het hoofd eener bemanning staan als de afzonderlijke werkers;

2^o Het is in algemeen verband met het vraagstuk van de sociale verzekeringen; het beperkt zich echter niet bij de bestaande sociale wetten : die betreffende de arbeidsongevallen en de pensioenen. Het voorziet, inderdaad, de gevallen van vroegtijdige invaliditeit, van tijdens den dienst of daarbuiten bekomen ziekten, de werkloosheid, enz.;

3^o Het lost het vraagstuk op volgens eene formule : de oprichting eener voorzorgskas, waaraan de visschers gewoon zijn geraakt. Inderdaad, sedert tal van jaren bestaan er plaatselijke kassen op de kust.

Het wetsvoorstel vult de schikkingen daarvan aan; het verruimt de voordeelen daarvan en neemt weg wat daarin onvoldoende en onvolmaakt voorkomt. Daarenboven stelt de eenige kas een eind aan de verschillende regelingen, naar gelang de zeeman vaart op een sloep van Oostende of van de Panne;

4^o Het waarborgfonds wordt tot stand gebracht zonder eenige bijdrage van den Staat, bij wijze van korting op de bruto-visserijproducten. deze fiskale maatregel bestaat reeds nu in de vischmijnen;

5^o De bijdragen der belanghebbenden zullen vastgesteld worden op dezelfde wijze als bij de koopvaardijvloot.

II.

Het is noodig dat eene wet onverwijld tot stand kome in den door ons aange-
wezen zin.

De zeevisscher eischt dat zijn sociaal statuut vastgesteld worde.

Ter wille van de rechtvaardigheid en van 's lands belang is het noodig hem dit
spoedig te verleen.

Het Parlement heeft al te lang de oogen daarvoor gesloten gehouden ; op rechts-
kundige en hoogst verkeerde gronden heeft men hun de weldaden der sociale wet-
geving ontzegd, welke ten bate van den arbeider te land werd uitgevoerd.

Sommige instellingen, tot stand gebracht met het doel den toestand der visschers
te verbeteren, bekreunden zich weinig met hunne taak.

De zeearbeiders verdienen ongetwijfeld beter dan dat.

Met zijn hoogst hard en eentonig levensbestaan, zijn gevaarlijk en uitputtend
bedrijf, blootgesteld als hij is aan de grillige baren evenals aan de stormwinden,
berooft van de genoegens van den huiselijken aard, had hij recht en heeft hij recht
op aller bezorgdheid.

De zeevisscherij is, anderzijds, van nationaal belang; zij dient te worden
behouden, vergroot en verbreid.

Deze nijverheid ontgint de rijkdommen der zee; zij is de broodwinning voor onze
kustbewoners; zij voedt de Natie; zij is eene zeer te waardeeren afneemster van
talrijke, daarmee in verband staande bedrijven in het land.

Het is echter niet mogelijk, mannen op zee te houden, die door zooveel voor-
deelen aangetrokken worden, hetzij om in het marinewezen te treden als matrozen
op pakketbooten of als loodsen, hetzij aan boord van koopvaardischepen, hetzij
in de nijverheidsbedrijven te land. Noch de macht van de erfelijkheid, noch de
natuurlijke drang naar het bedrijf, noch de liefde voor den grooten plas zullen hen
kunnen terughouden.

Reeds verdunnen de gelederen van de visschers; de besten onder hen — de
stuurlieden eigenaars van hunne sloepen — bereiden aan hunne zonen een min
harde levensbaan voor. Zoo het kwaad niet gestuit wordt, zal gansch de keur-
bende van technisch bekwame zeevisschers verdwijnen.

Het *hulpmiddel* ligt bij de hand : men dient belangrijke pensioenen wegens
ouderdom en wegens vroegtijdige invaliditeit, vergoedingen wegens ongevallen en
ziekte, tijdelijken onderstand te verleen aan de visschers... men dient de veilig-
heid en het welzijn te verzekeren onder betere voorwaarden dan die welke de arbe-
ders te land genieten. Zoo niet, moet niets hen aanzetten om veeleer een moeilikere
en meer onvruchtbare loopbaan te verkiezen.

Daartoe is het noodig hunne sociale wetgeving te verzekeren op milde, volledige
en algemeene wijze en hen op dezelfde wijze te behandelen als de mijnwerkers.

III.

De oplossing, die wij voorstellen, is in strijd met het stelsel, dat den zeevisscher
zou gelijkstellen met den gewonen arbeider en tevens de bestaande en toekomstige
sociale wetten op hem afzonderlijk zou toepassen.

Wij geven toe dat geene enkele juridische reden zich tegen dergelijke methode zou verzetten. Wij hebben altijd de stelling bestreden, waarbij men de visschers of het meerendeel der visschers als deelgenooten wilde beschouwen.

Wij hebben integendeel altijd staande gehouden dat zij werklieden zijn.

Doch wij zijn zoo vrij te herhalen dat, om redenen van economischen en technischen aard, eene volledige oplossing onverwijld noodig is en dat men niet mag wachten totdat nieuwe sociale verzekeringswetten worden ingediend, die voor al de werklieden in 't algemeen zullen gelden.

Wat de bestaande wetten betreft : ongevallenwet en pensioenwet, deze zijn ofwel niet toepasselijk, ofwel ontoereikend, ofwel hebben zij het een en het ander euvel.

Evenzoo zullen in de toekomstige wetten bepalingen voorkomen, die niet zouden kunnen voldoen aan de vereischten van het leven der arbeiders ter zee.

Bijzondere arbeidsomstandigheden vergen bijzondere wetten.

Wij schreven dat de bestaande wetten ontoepasselijk of ontoereikend zijn :

a) De pensioenwet is slechts van toepassing vanaf 65 jaar. Welnu, het is bewezen dat de zeevisscher op 55 jaar versleten is en onbekwaam om te arbeiden.

Met het oog daarop hadden wij een amendement op de pensioenwet ingediend om aan de zeevisschers het pensioen vanaf 55 jaar te doen verleen. Dit amendement werd verworpen, omdat men geene enkele uitzondering kon aannemen. Men dient dus eene bijzondere wet te maken.

Anderzijds zijn de pensioenen, voorzien door de algemeene wet, niet hoog genoeg voor de zeelieden, die wij juist willen bevoordeelen om ze in hun bedrijf te behouden.

b) De ongevallenwet van 1903 is ontoereikend voor den zeevisscher, omdat die berekend is op een maximumloon van 2,400 frank loon, gebracht op 4,000 en op 7,300 frank door latere wetten.

Inderdaad, de loonen van de kapiteinen der visschersvaartuigen, zelfs van machinisten of tweede stuurlieden, zijn veel hoger. Men mag deze personen, met eene grondige technische bekwaamheid, van wie de bloei der zeevisscherij afhangt, niet van de hand wijzen.

Doch die wet zou bovendien ontoepasselijk zijn ten gevolge van verscheidene bepalingen. Wijzen wij slechts op artikel 1, waarvan de tekst niet spreekt van de ongevallen overkomen wegens stormen; op artikel 24 betreffende de aangifte van ongevallen en de bevoegde rechtsmacht; op artikel 30 betreffende de verjaring en het aanvangspunt derzelve, beide onvereinbaar met de omstandigheden, waarin deze ongevallen zich voordoen.

Vervolgens zou deze wet niet van toepassing zijn op de bedrijven van minder dan drie man, noch op de stuurlieden-visschers, terwijl dit, naar onze meening, de meest belangwekkende gevallen zijn.

Ten slotte, zouden de premiën, aan de verzekering te betalen, het bedrijf belemmeren en zwaar drukken op de onaanzienlijke reederijen. Het zeevisschersbedrijf heeft dus niets aan de bestaande wetten.

Wel is waar, werden lofwaardige pogingen (ontwerp De Groote, ontwerp van de Parlementaire Commissie, voorontwerp van de Provinciale Commissie voor

de Zeevisserij, ontwerp van minister Segers) gedaan ten einde eene bijzondere wetgeving voor de visschers in te voeren met het oog op de arbeidsongevallen; men is er echter niet toe gekomen, een van deze ontwerpen in behandeling te doen nemen door de Kamer.

Zonder nogmaals in te gaan op de vele bezwaren, welke tegen deze onderscheidene ontwerpen werden aangevoerd, zal het ons voldoende zijn, er op te wijzen dat de wet op de bedrijfsongevallen van den visser die is, welke het minst dringend wordt gevraagd. Eerste reden : de bedrijfsongevallen komen gelukkig weinig talrijk voor; tweede reden : in meest al de gevallen komt er geldelijke steun, ofschoon deze veelal te gering is.

De wetten, welke met meer aandrang worden gevraagd, zijn die op de pensioenen, op de vroegtijdige invaliditeit, op de ziekten, enz.

Het kwam ons voor, dat men, ten aanzien van de tegenwoordige eischen, van de bijzondere omstandigheden der zaak, van den toestand van het visschersbedrijf in België, moet afzien van elke andere oplossing.

De regeling, welke wij aan de Kamer voorleggen, kan, onzes dunkens, gemakkelijk en tevens zoo volledig mogelijk tot stand gebracht worden.

Dank zij deze bepalingen, dank zij de voorgestelde Voorzorgkas, zal er voor den edelen wroeter, namelijk voor den zeevisscher en insgelijks voor zijn gezin, wat meer zedelijke gerustheid en bijgevolg wat meer geluk te vinden zijn.

H. BAEELS.
